

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale
et accords nationaux**

BÂTIMENT
IDCC : 2609. – **ETAM**

■ *Journal officiel* du 8 juillet 2008

**Arrêté du 1^{er} juillet 2008 portant extension d'un accord régional
(Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention col-
lective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise
du bâtiment (n° 2609)**

NOR : MTST0816049A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solida-
rité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 (anciennement
article L. 133-8, alinéas 1 et 3) ;

Vu l'arrêté du 5 juin 2007 portant extension de la convention collective
nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du
12 juillet 2006 et de textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord régional (Languedoc-Roussillon) du 28 janvier 2008 relatif
aux salaires et indemnités, conclu dans le cadre de la convention collective
nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 22 mai 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail (anciennement
article R. 133-2),

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006 et dans son propre champ d'application territorial, les dispositions de l'accord régional (Languedoc-Roussillon) du 28 janvier 2008 relatif aux salaires et indemnités, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Cet accord est étendu sous réserve, d'une part, de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance et, d'autre part, de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 (anciennement article L. 132-12-3, alinéa 1) qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

L'article 1^{er}, alinéa 2, est étendu sous réserve de l'application du deuxième alinéa de l'article 5 de l'avenant n° 1 du 26 septembre 2007 à la convention collective susvisée, qui ne réserve pas l'application des salaires minima aux seules entreprises dont l'horaire collectif de travail est à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2008.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/18, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.